

CIBLE

Boutefeux

Vendredi 1^{er} décembre : la direction du RPR appelle ses cadres à organiser une manifestation de rue contre les grévistes. Cette initiative est irresponsable, incohérente et dangereuse.

- Depuis que la droite a remporté une victoire politique totale, les manifestations de rue et les grèves sont les seules formes possibles d'expression du mécontentement social. Le parti dominant cherche maintenant à imposer un silence complet à ceux qui contestent massivement et pacifiquement sa politique. Ce faisant, il risque de déclencher le cycle de la violence.

- Si d'aventure elle réussissait, cette intimidation placerait le premier ministre dans une situation politique impossible : le chef du gouvernement de la France toute entière est en effet le président du parti qui a délibérément choisi une politique d'affrontement entre les Français. Comment pourrait-il dès lors jouer les conciliateurs ?

Faisant suite au discours sur une prétendue « *intifada des banlieues* », la politique agressive du RPR confirme que le fantasme de la guerre civile agite le milieu dirigeant. La bêtise peut, elle aussi, engendrer la tragédie.

Société bloquée

La révolution nécessaire



Entretien

Le chômage et l'Europe

p. 6/7

Front national

Les vrais remèdes

p.8

Plaidoyer pour une contribution financière généralisée (CFG)

Pierre Bitoun est un écrivain et sociologue que nos lecteurs connaissent bien (1). Nous publions ici le texte du « *Plaidoyer...* » qu'il a vainement envoyé aux principaux partis politiques, syndicats et organes de presse.

Nous sommes heureux de pouvoir ainsi contribuer à faire connaître une pensée originale et forte.

O n nous a beaucoup parlé, ces temps-ci, du déficit cumulé de la Sécurité sociale. Et on nous en reparlera encore beaucoup, quelle que soit l'ampleur des grèves et des manifestations. Car l'objectif est clair : il s'agit, en médiatisant à outrance le chiffre de 230 milliards de francs de déficit, de bien faire entrer dans les têtes que le contribuable va devoir payer

et que la réforme d'Alain Juppé, la « seule », la « vraie », l'« audacieuse » comme se plaisent à le répéter certains journalistes, est inévitable.

Or, ce matraquage n'est que mensonge et la ponction fiscale juppéenne n'a rien de fatale. Car il existe, bien que personne ne l'ait jusqu'à présent évoqué, une autre manière d'envisager les choses. Une autre réforme possible. Plus juste, et singulièrement plus audacieuse que celle que propose l'actuel Premier ministre.

Elle consisterait à créer un Fonds mondial de solidarité (FMS), sorte d'anti-FMI, auquel on assignerait une double mission : venir en aide aux systèmes nationaux de protection sociale en difficulté et encourager la création ou le renforcement de systèmes équivalents dans les pays à État-Providence peu ou pas

développé. Ce fonds serait financé par une taxe sur le marché des changes sur lequel circulent aujourd'hui, chaque jour, 1000 milliards de dollars. En fixant cette Contribution financière généralisée (CFG) à 1 % du montant des transactions, on obtiendrait sur une base de prélèvement, disons, de 300 jours, un produit annuel de 3000 milliards de dollars ou, à 5 F le dollar, 1500 milliards de francs. C'est-à-dire une somme auprès de laquelle le chiffre du déficit cumulé de notre Sécurité sociale apparaît bien moins vertigineux et angoissant qu'on veut bien le dire : il s'élève à seulement 1,5 % du rendement annuel de la taxe ! En d'autres termes, on pourrait, en une seule année de CFG, secourir, encourager ou créer des dispositifs de protection sociale dans plusieurs dizaines de pays dans le monde !

Parons immédiatement, afin d'engager le débat sur cette proposition, à quelques objections. L'évasion des capitaux ? Elle est par définition impossible puisque le prélèvement s'opère à l'échelle mondiale, on voit mal, à moins d'une satellisation du marché des changes, où pourraient bien s'évader les 1000 milliards de dollars par jour. Vers d'autres marchés, par exemple des matières premières, diront certains ? Cela ne serait que tout bénéfice pour la stabilité des monnaies (et donc les trésoreries des États et des entreprises) et n'empêcherait en aucune façon d'envisager, dans l'avenir, de taxer au nom des mêmes objectifs ces « marchés-refuges ». Le taux de 1 % de la CFG est-il trop élevé ? Si, dans le principe, une ponction de 1 F pour 100 F échangés n'apparaît pas franchement excessive, on pourrait de toute manière abaisser aisément le taux, vu l'importance des transactions. A 0,5 %, le déficit cumulé de notre Sécurité sociale continuerait de représenter une bien faible part du produit total de la taxe : 3 %, cela autorise toujours une intervention sociale de grande ampleur en direction des pays du Nord et du Sud...

Pierre BITOUN

(1) Nous avons publié (*Royaliste* n° 644) un entretien avec lui à propos de son dernier livre « *Voyage au pays de la démocratie moribonde* » (prix franco 107 F). Nous l'avions fait précédemment (*Royaliste* n° 594) pour son ouvrage « *La facture - Le train de vie de l'État et des élus* » (prix franco 116 F).

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (100 F) ☐ six mois (185 F) ☐ un an (270 F) ☐ soutien (500 F)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

royaliste
SOMMAIRE : p.2 : Plaidoyer pour la C.F.G. - p.3 : Des pompiers pyromanes - p.4 : La casse - Le faux critère de rentabilité - p.5 : L'équation maghrébine - p.6/7 : Le chômage et l'Europe - p.8 : Raille - Dépasser le Front - p.9 : Qui était Jacques Maritain - p.10 : Contre les apôtres de la soumission - Des "pros" de l'info ? - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : La révolution nécessaire.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone : (1) 42.97.42.57
Télécopie : (1) 42.98.05.53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

Des pompiers pyromanes

Les causes de l'explosion sociale sont nombreuses, complexes, profondes. Et le gouvernement n'a cessé de jouer les boute-feux.

A l'origine, le libéralisme économique, sa violence sous forme de chômage, d'exploitation, de misère, et le ralliement de la classe dirigeante, de gauche, puis de droite, à cette idéologie pernicieuse. Or ni la rigueur imposée, ni le marché unique européen ne parviennent à juguler la logique de crise, d'autant plus durement ressentie que les milieux dirigeants accumulent les profits et affichent un luxe tapageur. S'ensuit une crise de confiance, d'autant plus vive que les détenteurs du pouvoir ne parviennent plus à prendre de décision, et diffusent les solutions en faisant miroiter à nouveau les charmes de la construction européenne.

Mais le timide choix des Français en faveur de Maastricht, dont l'enjeu était l'équilibre européen après la chute du stalinisme, s'enlise dans le débat technique sur les fameux « critères de convergence » dont on retient qu'ils imposent toujours plus de rigueur budgétaire, donc toujours plus de sacrifices. Le national-populisme se nourrit de la crise sociale et du ressentiment à l'égard de la classe dirigeante, mais les mouvements sociaux restent localisés et ponctuels et les échéances électorales de 1993 et de 1995 laissent encore espérer la possibilité d'un changement positif. De fait, Jacques Chirac est élu sur une espérance de changement et le moment critique semble une fois encore reporté.

Pourquoi l'heure de vérité sonne-t-elle si vite, et si fort ? La fraction de la classe dirigeante qui a conquis le pouvoir paie à la fois : sa méconnaissance de la société française ; son mépris des réalités symboliques auxquelles les citoyens sont attachés ; ses illusions sur une construction européenne qui n'a jamais été

cacophonie ministérielle et l'affaire immobilière du Premier ministre, les Français, toujours sous le coup des attentats, ont été brutalement soumis à trois effets d'annonce :

- la rigueur budgétaire annoncée par Jacques Chirac au mépris de ses promesses électorales,



un enjeu populaire et qui devient menaçante dès lors qu'elle se traduit par une rigueur accrue et par la proche déréglementation des services publics.

Ainsi, la classe dirigeante et l'ensemble de la population ne se comprennent plus, ne se parlent plus. A la fracture sociale, s'ajoute une fracture psycho-sociologique dont l'importance a été sous-estimée et qui s'est brutalement révélée dans l'incroyable succession d'erreurs, de fautes, de provocations et de marques de mépris qui constitue la « politique » des deux gouvernements Juppé. Après six mois d'inaction, marqués par la

la réforme de la Sécurité sociale au mépris du dialogue avec les partenaires sociaux,

- l'annonce (par Jacques Arthuis) de nouvelles ponctions fiscales venant s'ajouter à celles demandées pour le redressement des comptes sociaux.

Or ces trois annonces sont intervenues dans un climat déjà marqué par la colère étudiante face aux mauvaises conditions de travail, par les agressions contre les fonctionnaires, dénoncées comme « nantis », et par l'annonce de déréglementation dans les services publics. La grève étudiante de Rouen, les grèves d'Air France et de la SNCF, et

la première grande manifestation de fonctionnaires, en octobre, ont constitué de sérieux avertissements dont le gouvernement n'a tenu aucun compte. Froidement, il a voulu faire des réformes (mais seulement pour complaire aux marchés et à la Banque de France) tout en tenant des discours irrecevables et (ou) affolants :

- la demande de sacrifice est irrecevable quand c'est une élite privilégiée et corrompue qui la formule ;

- le manque d'argent n'est pas pris comme argument sérieux quand on sait par ailleurs que la France est la quatrième puissance économique mondiale ;

- le discours de l'impuissance (on ne peut rien faire contre les marchés, etc.) est irrecevable quand il est tenu par des dirigeants qui occupent tous les pouvoirs politiques et qui détiennent toutes les clés du pouvoir économique.

- le discours sécuritaire est affolant quand il coïncide avec l'insécurité maximale (le terrorisme).

- le discours sur l'intégration adressé « aux banlieues » (le fameux « plan Marshall ») est affolant lorsqu'un ministre évoque en même temps l'Intifada.

- enfin, il est irrecevable et affolant d'annoncer à une société déjà fragilisée une moindre protection sociale : c'est heurter à la fois une tradition historique (la France est un pays de statuts), une symbolique très forte de la solidarité (la Sécurité sociale) et attaquer les garanties justifiées en matière de soins et de retraites auxquelles les salariés sont légitimement attachés.

L'explosion était inévitable. Et maintenant que l'incendie se propage, peut-on espérer l'éteindre avec des apprentis pompiers qui sont d'efficaces pyromanes ? En termes diplomatiques, nous dirons en ce 3 décembre qu'il est permis d'en douter.

Sylvie FERNOY

La casse

Les dirigeants du pays ne sont pas seulement de piètres politiques, ce sont aussi d'exécrables gestionnaires de l'économie.

Tel n'est pas le moindre paradoxe du Premier ministre : ce parfait technocrate apparaît comme un très mauvais technicien de l'économie. La preuve ? Trois chiffres, publiés fin novembre, qui indiquent clairement que la dynamique de la croissance est cassée : baisse de la consommation des ménages, qui tombe de 1,4 % au deuxième trimestre 1995 à - 0,1 % ; augmentation de la production intérieure brute de 0,2 % au cours des deuxièmes et troisièmes trimestres, ce qui signifie que l'économie française tend vers la croissance zéro ; augmentation du chômage de 0,3 % en octobre, chiffre optimiste qui ne tient pas compte des personnes qui travaillent plus de 78 heures dans le mois.

Cause immédiate de cette désastreuse tendance ? Le refus d'une relance massive de la consommation après l'élection présidentielle, mais, au contraire, un prélèvement de 54 milliards par le biais de l'augmentation de la TVA (+ 2 %).

Prévision à court terme ? Si le gouvernement gagne la bataille sociale, il y aura un nouveau prélèvement sur le revenu des ménages de 0,8 % au titre de la RDS (Remboursement de la dette sociale), auquel il faut ajouter l'ensemble des effets négatifs de la rigueur budgétaire sur le taux de croissance.

Conclusion : puisque le gouvernement fait des choix catastrophiques, il faut changer de politique économique. Et vite !

B.L.

Le faux critère de « rentabilité »

« On l'a échappé belle » semblent se dire les Instituts de Recherche Scientifique à la lecture du budget 1996, voté dans l'indifférence le 9 novembre dernier (1). Et c'est peut-être vrai, car les analyses gouvernementales sur les objectifs de la recherche laissent craindre le pire.

Passons sur le léger tassement du budget (1,4 % d'augmentation, soit une baisse prévisible de 2 % en francs constants), qui est compréhensible en période de rigueur et d'économies. Plus significatif est le gel quasi total du recrutement : 8 postes créés pour l'ensemble des EPST (2). Cette pénurie, qui n'est pas nouvelle mais atteint son étiage, fait que le fonctionnement quotidien d'un laboratoire repose sur des chercheurs titulaires vieillissants et 20 à 50 % de personnel de tout niveau (du chercheur au coursier) en situation précaire : combien de docteurs des sciences continuent-ils, à la fin de leur bourse, à faire de la recherche à plein temps « au noir », avec pour tout revenu une allocation chômage ?

Alors pourquoi, malgré tout, ce sentiment diffus de soulagement, devant un budget qui annonce des jours difficiles ? C'est que visiblement le gouvernement n'a pas (encore) osé aller au bout de sa logique. Les lecteurs de *Royaliste* se souviennent de la Consultation Nationale sur la Recherche, lancée par le gouvernement Balladur (3). L'intention en était aussi louable que le résultat prévisible : à partir du

moment où l'on applique, pour évaluer la recherche, la grille de lecture libérale, avec sa logique comptable à court terme « investissement/bénéfice », seules peuvent s'en sortir les activités de technologie industrielle et agricole



à augmenter la vente des pots de yaourts en décorant les emballages de couleurs attractives. Comme pour l'art d'ailleurs, s'il est malaisé de décrire de façon lapidaire ce qu'est la recherche, il est facile de définir ce qu'elle n'est pas. Et justement son but n'est pas et ne sera jamais « d'augmenter la compétitivité des entreprises », même si rien n'empêche lesdites entreprises d'utiliser les résultats de la recherche pour améliorer leur compétitivité (donc produire plus avec moins de salariés, ce qui, chacun peut s'en rendre compte, améliore notablement l'emploi...).

Utiliser un instrument de travail à ce pour-quoi il n'est pas fait a comme résultat de détruire l'instrument, de mal faire le travail, et de coûter très cher. Peut-être, après tout, devrait-on conseiller à l'État d'être cohérent

avec sa pensée : les demi-mesures sont toujours les moins productives. Encore un effort, Monsieur Juppé, fermez tous les laboratoires, et en 1996 vous aurez économisé 53 milliards de francs. Nul doute que la compétitivité de l'Entreprise France en sera soudainement améliorée. Pour combien de temps ? Mais qui se soucie des prochaines générations...

Fr. VILLEMONTAIX

(1) voir *La Recherche*, novembre 1995.

(2) Établissement Public à caractère Scientifique et Technologique : CNRS, INRA, INSERM, ORSTOM, etc.

(3) *Royaliste* n° 621.

(4) Institut National de Recherche Agronomique.

L'équation maghrébine

Notre politique vis-à-vis de l'Algérie est jugée à l'aune de nos relations avec le Maroc et la Tunisie, autant qu'elle est une carte dans le jeu interne tant à Alger qu'à Paris.

Entre nos deux pays, il ne peut y avoir de rapports « normaux ».

M. Valéry Giscard d'Estaing, qui fut le premier président de la République à se rendre en visite officielle en Algérie en 1975, n'a rien appris ni rien oublié en vingt ans. Il prône aujourd'hui comme alors la « normalisation », rejetant l'attitude qualifiée de « post-coloniale » qui consisterait à « prêter aux rapports entre l'Algérie et la France une nature particulière ».

Or, il devrait être le premier à savoir que cela ne peut pas être, pour les mêmes raisons qui l'ont fait personnellement échouer sur ce sujet au cours de son septennat. Quoi que l'on veuille, les relations ne peuvent pas être « normales » parce que cela signifierait qu'elles devraient, dans ce cas, être analogues à celles avec le Maroc et la Tunisie et que la France serait même libre de privilégier l'une ou l'autre par rapport à l'Algérie selon ses intérêts propres. Cela voudrait donc dire que la différence ancienne entre protectorats et départements, entre des États préexistants et une identité mal définie, aujourd'hui qualifiée d'indépendance inachevée, entre des partis de l'indépendance, l'Istiqal et le Néo-Destour, sûrs d'eux-mêmes et modérés, et le FLN, minoritaire et maximaliste, serait abolie et que cette histoire serait définitivement révolue. Cela voudrait dire aussi que la France n'aurait plus de raisons, comme c'était la règle

pour de Gaulle, de se montrer plus pointilleuse à l'égard de Bourguiba (Bizerte) ou de Hassan II (Ben Barka) que de l'Algérie quoi que ses dirigeants fassent à son encontre.

Pour autant faut-il être aujourd'hui plus accommodant avec le Maroc à cause du rôle du Roi ou de la Tunisie à cause de la politique de Ben Ali qu'avec le président algérien du fait de la situation prévalant dans son pays ?

Le voyage de Chirac à Alger était impossible dans l'immédiat tout autant que l'a été, entre 1960 et 1970, celui de de Gaulle. Giscard et Mitterrand prirent bien soin d'aller à Alger avant Rabat et Tunis. Chirac s'est rendu à Rabat puis à Tunis. Que fallait-il qu'il fit concernant Alger ? Première réponse de principe : faire une exception, privilégier, ne pas faire comme pour les autres. Mais encore ? Conseiller au général Zéroual de faire comme le général Ben Ali faute de pouvoir être Hassan II, une solution à la tunisienne après avoir tenté avec Boudiaf une solution plus agréable au Maroc ? Les élections du 16 novembre ont confirmé qu'à l'Est on penchait pour les éradicateurs, à l'Ouest pour une solution politique avec les islamistes. L'Algérie n'existe-t-elle pas hors de ces perpétuels balancements géopolitiques ?

L'éternelle difficulté de nos relations avec l'Algérie, contrairement au Maroc et à la

Tunisie, a été que nous ne pouvions ni ne voulions aller au bout des conséquences. Les États-Unis ont l'habitude de n'envisager l'Algérie que par rapports aux conséquences sur le Maroc et la Tunisie, voire l'Égypte : ils sont prêts à élargir aux deux premiers la coopération stratégique privilégiée qu'ils entretiennent avec le dernier et Israël.

Pour que nous ayons le même genre de relations avec l'Algérie, il a toujours manqué l'adéquation entre les projets rêvés alternativement à Alger ou à Paris et les réalités de l'autre côté : contraints à nous entendre avec Ben Bella mais pas à le suivre dans la voie du non-alignement et de l'internationale socialiste, avec Boumedienne mais pas dans ses ambitions maghrébines et africaines (Giscard piégé par le Sahara occidental), avec Chadli mais c'était à son tour de ne pas pouvoir faire suivre à l'Algérie le rôle que lui assignait le grand dessein de Cancun, ni d'ailleurs aucun dessein vu comme « français ».

La question aujourd'hui est de savoir si un dialogue de ce genre, et non un autre, est possible entre la France et l'Algérie. Le reste en découlera.

Nul ne demande à la France d'être « équidistante » entre gouvernement et opposition - erreur magistrale de M. Balladur - ni de prendre ses distances. La France n'a pas à choisir... même de ne pas choisir, ni entre Alger et Rabat et Tunis, ni entre gouvernement et opposition. Il faut, comme disait Bainville, « vouloir les conséquences de ce que l'on veut ».

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **RUSSIE** : A l'occasion de sa visite à Paris pour le Forum international des droits de l'enfant, Mme Boris Eltsine est allée chercher la grande-duchesse Léonide de Russie pour la conduire à l'Ambassade où elles ont pris le thé. Un geste significatif le jour même où à New-York au cours d'une conférence de presse, Nicolas Romanov s'est institué chef de famille avec l'assentiment de ses cousins eux aussi non-dynastes. Il argue que parmi les princes non-dynastes de la famille Romanov, une femme - la grande-duchesse Maria - ne saurait revendiquer la place de chef de famille. Querelle familiale qui laisse de marbre les autorités russes et la population de Saint-Petersbourg où les grandes-duchesses, mère et fille, sont devenues très populaires.

♦ **BULGARIE** : Une centaine d'intellectuels bulgares ont signé un appel réclamant le retour à Sofia du roi Siméon II, exilé à Madrid, sans poser de conditions quant à son rôle éventuel. Dans le même temps, un comité s'est constitué pour récolter un million de signatures afin de demander au roi de rentrer pour y exercer des responsabilités de chef d'État sans soulever au préalable la question institutionnelle de la monarchie. Une vague d'adhésion populaire a accueilli cette initiative tant les Bulgares sont désabusés face à la dégradation de la situation politique et économique.

♦ **GRANDE-BRETAGNE** : Le discours du trône de la reine Elisabeth II, prononcé le 15 novembre dernier à l'occasion de l'ouverture solennelle du parlement de Westminster a été quelque peu éclipsé par les confidences télévisées de la princesse de Galles. Son attaque en règle contre l'« establishment » et les courtisans du palais semblait avoir eu quelques effets à Buckingham Palace : alors que les Britanniques plébiscitent Diana, les services de la reine ont annoncé qu'ils étaient prêts à étudier le rôle futur de la princesse. Cette dernière souhaite poursuivre son action comme ambassadrice itinérante de la Couronne, ainsi qu'elle vient de le faire en Argentine.

♦ **ITALIE** : La fin de l'exil pour la famille de Savoie ? Le premier Ministre italien, Lamberto Dini, proposera bientôt au parlement italien d'abroger la loi d'exil qui, depuis 1946, interdit aux princes de la famille royale de franchir les frontières de leur pays. En cas de vote favorable, le prince Victor-Emmanuel a annoncé qu'il rentrerait immédiatement dans son pays en passant par Naples, la ville où il est né et dont il porte le titre princier.

♦ **MONACO** : A l'occasion de la fête nationale le 19 novembre, la famille princière est apparue au grand complet au balcon du palais, y compris la princesse Stéphanie et Daniel Ducruet. Le soir, lors d'une intervention sur TMC, le prince Rainier a soulevé la question de la succession au trône, affirmant qu'il attendrait que le prince Albert se sente prêt à prendre la suite, mais espérant que cela ne serait pas trop long.

Dans l'avant-dernier numéro de *Royaliste* (n° 652), André Gauron avait dénoncé la résignation des milieux dirigeants face au chômage et souligné l'ampleur des erreurs commises. Il s'attache maintenant à montrer le lien entre l'emploi et la question monétaire européenne. Nos lecteurs noteront que ces entretiens sont issus d'une conférence faite par André Gauron le 11 octobre dans nos locaux, et que notre invité annonçait clairement l'explosion sociale qui se produit aujourd'hui.

André Gauron

Le chômage et l'Europe

■ **Royaliste** : En concluant notre précédent entretien, vous disiez que l'Europe était la grande impasse de la politique économique. Pourtant, on ne cesse d'en parler !

André Gauron : On en parle tout le temps, sauf lorsqu'on disserte sur le chômage. Il y a quelques mois, M. Giscard d'Estaing avait publié dans *Le Figaro* un très long texte sur la lutte contre le chômage mais il n'y avait pas un mot sur l'Europe. Cet « oubli » est très significatif.

■ **Royaliste** : Pourquoi ?

André Gauron : Parce que, dans l'esprit des responsables politiques, l'Europe, c'est l'avenir radieux. L'avenir radieux ne peut être la cause du chômage, car si l'Europe devait d'une manière ou d'une autre être mise en relation avec la question du chômage, ce ne serait plus un avenir radieux ! La question européenne a donc été totalement disjointe de la politique de l'emploi.

■ **Royaliste** : Comment la construction européenne est-elle liée à la question de l'emploi ?

André Gauron : Nous avons un ensemble européen qui s'est construit depuis trente ans dans l'interdépendance, mais, comme tout ensemble régional, cet ensemble s'est construit sur lui-même. Autrement dit, notre pays qui était

très ouvert sur une partie du monde, et d'abord sur ses anciennes colonies, s'est reconverti sur l'Europe. C'est vrai également pour la Belgique, l'Angleterre, l'Espagne - mais pas pour l'Allemagne. Quand on dit qu'un Français sur quatre travaille pour l'exportation, il faut savoir que ce Français travaille pour l'Europe.

Si nous regardons l'Europe comme un bloc, nous nous apercevons qu'en trente ans, cet ensemble ne s'est pas ouvert sur l'extérieur : proportionnellement l'Europe exporte et importe du reste du monde un peu moins qu'il y a trente ans. Les échanges extérieurs des États-Unis représentaient 5 % de leur PIB, aujourd'hui 10 % ; l'Europe était à 10 % il y a trente ans, elle est à 9 % aujourd'hui ; et le Japon, qu'on dit fermé, était et demeure à 10 % de son PIB. Nous avons donc trois grands blocs régionaux, qui font 90 % de leurs échanges à l'intérieur d'eux-mêmes. On constate aussi que le développement des échanges entre les pays d'Asie du Sud-Est est deux fois plus rapide que vis-à-vis de l'extérieur. Cette observation n'est pas nouvelle : les échanges intenses se sont toujours faits avec les pays de la périphérie. Il faut en outre savoir que cet ensemble européen est équilibré, contrairement aux deux autres grandes puissances mondiales.

Cela dit, cet ensemble européen a un problème. A la

différence des États-Unis et du Japon, l'Europe compte quinze monnaies différentes, avec des frontières et donc avec des balances des paiements qui obligent à solder les comptes. Si l'Europe forme un ensemble équilibré vis-à-vis de l'extérieur, elle connaît un déséquilibre interne entre deux blocs : celui des pays excédentaires (l'Allemagne, la Belgique, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Danemark, la France actuellement) et un bloc de pays structurellement déficitaires constitué par l'Angleterre, l'Italie, l'Espagne, la Grèce. Comment chacun de ces pays peut-il réduire son déficit structurel ? On peut bien sûr demander à chaque pays excédentaire de cesser de l'être, ce qui ne se fait pas. Donc il faut que les pays déficitaires retrouvent l'équilibre, ce qu'ils ne parviennent pas à faire - sauf la France qui est toujours plus ou moins dans une situation intermédiaire sur ce plan. Mais ces pays déficitaires doivent freiner leur demande intérieure afin de dégager des excédents exportables, et cette politique de freinage entraîne vers le bas l'ensemble des pays européens. Nous sommes là devant une des causes majeures du chômage en Europe.

■ **Royaliste** : Que faire pour remédier à cette situation ?

André Gauron : Si la construction européenne était achevée, s'il y avait la monnaie

unique, la situation que je viens de décrire n'existerait plus. Il aurait donc fallu, comme Pierre Bérégovoy avait tenté de le faire en 1988-1989, lier la monnaie unique, les déséquilibres intereuropéens et la solution du problème du chômage. Si ce lien avait été reconnu, on aurait pris des mesures immédiates et concrètes afin de régler le problème des déséquilibres. C'est dans ce souci que la France avait proposé le recyclage des excédents allemands puis un système permettant de mettre en commun les réserves de change - de façon à créer une entité unique et une gestion monétaire unique à l'égard de l'extérieur.



♦ La Bundesbank mettra la barre suffisamment haut pour que la monnaie unique ne se fasse pas.

■ **Royaliste** : Pourquoi n'a-t-on pas pris cette solution ?

André Gauron : Au lieu de résoudre les problèmes immédiats, on s'est soucié de l'avenir. On a oublié qu'en 1989 les Anglais et les Allemands se sont mis d'accord pour envisager la monnaie unique en l'an 2000 - alors que leurs conceptions de l'Europe sont diamétralement opposées. On a donc noyé le poisson en reportant à beaucoup plus tard ce qui pouvait être fait dans l'immédiat et il ne faut pas s'étonner que, dans ces conditions, il ne se soit rien passé. On peut même dire qu'il ne

s'est rien passé depuis l'invention en 1978 du Système monétaire européen - sauf la libéralisation des mouvements de capitaux qui a été un élément profondément perturbateur. En tous cas, nous avons perdu cinq ans depuis la décision de 1989 sur la monnaie unique et nous allons perdre encore plusieurs années puisque nous continuerons à nous trouver dans la situation initiale tant que nous ne serons pas passés à la phase finale.

■ **Royaliste** : Pas d'évolution, pas de phases intermédiaires ?

André Gauron : Tant qu'on ne passe pas à la monnaie unique, l'Europe reste dans la situation de déséquilibre interne que j'ai décrite.

■ **Royaliste** : Mais Maastricht ?

André Gauron : En signant le traité de Maastricht on n'a pas mis les décisions derrière nous, et on a laissé les véritables problèmes sous la table. Qu'on ne s'étonne pas s'ils remontent !

■ **Royaliste** : Quels sont ces véritables problèmes ?

André Gauron : Ils s'énoncent simplement :

Première question : *A combien faisons-nous l'Europe ?* Depuis le début, les Allemands la convoient avec six pays : l'Allemagne, la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg, le Danemark (qui ne

veut pas), et la France, autrement dit tous les pays excédentaires. Les Français se sont opposés à cette idée allemande car la monnaie unique pour les seuls pays excédentaires va simplement institutionnaliser la division entre pays excédentaires et pays déficitaires. Dès lors, les pays déficitaires continueront de faire des dévaluations : nous continuerons donc de perdre des marchés et d'importer du chômage. A quoi bon s'enfermer dans un système de monnaie unique avec les Allemands ? On fait l'Union européenne pour résoudre les problèmes communs à l'Europe des Quinze, ou on ne la fait pas.

Deuxième question : *Faut-il un big bang ?* Autrement dit, concevoir la monnaie unique comme un signe politique et changer les billets et les pièces au même moment dans tous les pays ? Ou bien doit-on considérer que l'important c'est que les transactions de l'Europe avec les pays tiers soient réglées en ECU ? Je rappelle que les opérations financières sont aujourd'hui dématérialisées : il n'est pas nécessaire d'échanger des billets, puisque tout se passe par jeux d'écritures. C'est pourquoi il est inutile de changer nos billets de banques et nos carnets de chèques : il suffit de faire tenir des comptabilités en ECU et non plus en Francs. L'idée des négociateurs de Maastricht était de tout changer : les comptabilités et les billets ; dans son Livre vert, la Commission sépare les deux opérations et propose de commencer par les transactions financières qui représentent plus de 80 % des paiements. Elles sont essentielles et, de surcroît, l'opération est très facile à réaliser. Or il se trouve que les Allemands sont pour le big bang.

■ **Royaliste** : Pourquoi ?

André Gauron : Parce que le changement des billets du jour au lendemain dans toute l'Europe va poser des problèmes politiques et sociaux considérables et les Allemands savent que tous les gouvernements hésiteront à les affronter. Alors que le passage à la monnaie unique pour les transactions financières ne modifiera rien dans notre vie quotidienne, mais simplifiera la vie des banquiers et des industriels tout en résolvant les problèmes structurels que j'évoquais. Il est probable que le gouvernement allemand et la Bundesbank vont céder sur cette question, mais en mettant la barre suffisamment haut pour que le passage à la monnaie unique ne se fasse pas. Telle est la tactique allemande depuis le début de la négociation.

Je suis donc pessimiste quant à la monnaie unique et, par conséquent, sur la question du chômage. Je le répète : sans union monétaire, notre croissance économique restera plus faible que celle du Japon et des États-Unis et nous ne parviendrons pas à maîtriser le cours du dollar - ce qui a de graves conséquences commerciales puisque le dollar faible permet aux États-Unis de conquérir de nombreux marchés en Afrique, en Asie et au Moyen-Orient. C'est donc une erreur politique majeure que de faire l'impasse sur la dimension européenne de la question du chômage en France.

Je voudrais enfin brièvement évoquer l'autre pilier de la politique économique, qui est la question de la demande : si on ne distribue pas de pouvoir d'achat sous forme d'augmentations de salaires, la production ne peut pas être consommée. Les gains de productivité ne peuvent pas se transformer seulement en profits : il faut donc une répartition équilibrée entre salaires et profits. Sinon les entreprises n'ont aucun intérêt à investir : elles font des placements financiers et modernisent leurs équipements, ce qui réduit les emplois. Aujourd'hui, la France a un vrai problème salarial que le gouvernement actuel, comme le précédent, ne veut pas envisager. Au risque d'être confronté, comme en 1953 et en 1968, à un très fort mouvement revendicatif.

Propos recueillis par Jacques Blangy

André Gauron

deux livres à lire :

♦ **Chômage demande traitement de choc** (prix franco 100 F).

♦ **Aux politiques qui prétendent réduire le chômage** (prix franco 79 F).

Rafle

Dans la nuit du 21 au 22 juillet 1944, alors que les Allemands sont en train de perdre la bataille de Normandie, les SS arrêtent 28 enfants juifs qui vivent à l'orphelinat de La Varenne, près de Saint-Maur dans la banlieue parisienne.

Conduits à Drancy dans le cadre d'une rafle qui entraîne l'arrestation de 300 enfants juifs de la région parisienne, les petits pensionnaires, presque tous orphelins, disparaîtront dans les chambres à gaz d'Auschwitz-Birkenau.

Le Groupe Saint-Maurien Contre l'Oubli, qui rassemble des enfants de déportés, des religieux et des historiens, a voulu que les circonstances exactes de cette tragédie soient recueillies et expliquées, afin que la recherche historique conforte la mémoire fidèle des habitants de Saint-Maur.

Il en résulte un livre (1) émouvant et rigoureux, qui mérite d'être diffusé et médité au-delà de la région parisienne puisque cette terrible page d'histoire locale entre dans le cadre général de l'histoire du génocide, et plus particulièrement de la déportation des enfants porteurs de l'étoile jaune. Les textes publiés permettent de comprendre le mécanisme de la discrimination et de la persécution, de situer les responsabilités, de mesurer la solidarité que beaucoup de Français ont témoignée à leurs concitoyens et aux réfugiés juifs pourchassés par les nazis.

J.B.

(1) Groupe Saint-Maurien contre l'oubli - « Les Orphelins de La Varenne : 1941-1944 » - Éd. Le Vieux St-Maur - prix franco : 145 F.

Dépasser le Front

Comment combattre le Front national ? Au-delà des postures à la mode voici des analyses significatives, et des contributions majeures à la réflexion commune.

Il y a seize, venus de différents horizons, qui présentent leurs analyses et leurs solutions quant aux conditions et aux moyens de la nécessaire riposte à l'ascension, toujours irrésistible, du Front national.

La situation est d'autant plus inquiétante que le national-populisme a jusqu'à présent progressé dans tous les cas de figure et en dépit de toutes sortes de réactions. Sous la gauche puis sous la droite dans la période 1986-1988 et depuis 1993 ; avec ou sans représentation parlementaire ; grâce à une forte expression télévisée ou dans le silence médiatique ; malgré les manifestations d'opposants et depuis que le mouvement antiraciste marque le pas ; en dépit (ou à cause) du durcissement des lois sur les étrangers...

Serions-nous en face d'une sorte de fatalité qui conduit déjà certains à baisser les bras ? David Martin-Castelnau pense au contraire que l'heure est venue d'un bilan critique, et d'une résistance organisée autour d'un projet politique positif. Tel est également le sens des réflexions de la grande majorité des auteurs qu'il a rassemblés (1). Certes, il en est qui continuent à régler des comptes avec la gauche, comme le fait Eric Raoult dans un texte très

significatif de la cécité de l'actuel gouvernement. Et la fougue brouillonne de Jean-François Kahn, qui mêle les observations justes (sur le rôle des médias) et les provocations délibérées (sur la « diabolisation » nécessaire du Front national) montre comment on peut, avec les meilleures intentions du monde, obscurcir le débat.

Mais ces contributions partielles et partiales font encore mieux ressortir l'intérêt des analyses de sociologie électorale de Pascal Perrineau, et la netteté du bilan des stratégies anti-Front national que dresse Pierre-André Taguieff avant de dégager des perspectives d'action. Quant à celles-ci, il faut retenir les pages fortes et sensibles de Xavier Emmanuel sur la misère, celles de Roland Castro revendiquant « l'urbanité pour tous », celles de Jean Daniel opposant très justement la nation au nationalisme. La critique radicale de la « préférence nationale » par Dominique Schnapper est à apprendre par cœur.

Par-delà leurs différences d'appréciation, l'ensemble des auteurs expriment le même souci de la République, c'est-à-dire la volonté de faire prévaloir l'idéal du bien commun tel qu'il s'affirme dans la tradition occidentale, dans notre histoire nationale et dans

notre droit positif. Tel est en effet le point de départ du sursaut, et l'axe premier de la reconquête des Français qui soutiennent peu ou prou le parti de Jean-Marie Le Pen : à la vertu outragée, aux insultes adressées à l'électorat frontiste, au boycott imbécile des municipalités qui ont « mal voté », préférer le dépassement, le débordement, la transcendance d'une lutte intellectuelle, politique, économique et sociale. En termes voisins, et parfois identiques, nous avons dit et répété cela pendant des années. Que de temps perdu et d'énergies dilapidées...

Gardons-nous d'en perdre encore dans l'amertume et les récriminations. Il faut concevoir et mettre en œuvre, un nouveau projet politique, pas seulement pour combattre le Front national, mais parce qu'il est aujourd'hui indispensable à la nation. Si ce projet est assez fort, et clair, et fidèle à nos traditions, le programme national-populiste apparaîtra sous son véritable jour : une grossière entreprise de subversion, un triste symptôme des erreurs et des fautes de notre classe dirigeante.

Jacques BLANGY

(1) « Combattre le Front national » - Ouvrage collectif sous la direction de David Martin-Castelnau - Éditions Vinci, 1995 - prix franco 120 F.

AVIS - Nous ne saurions trop recommander aux adhérents de la N.A.R. de lire ce livre qui constitue une bonne introduction aux travaux de notre 15^e Congrès qui aura lieu au mois de mars et dont l'une des commissions aura à traiter de ce thème.

Qui était Jacques Maritain ?

Jacques Maritain, si présent dans le paysage intellectuel de la France du premier demi-siècle, est aujourd'hui, pour la plupart, un quasi inconnu (1). A peine sait-on qu'il fut parmi les promoteurs du « néothomisme », ce qui suscite plus de dédain que d'intérêt. Sa philosophie politique, pourtant attentive à penser la démocratie et les droits de l'homme ne semble pas racheter le reste. Et pourtant... La biographie que vient de lui consacrer Jean-Luc Barré (2) devrait constituer une véritable « révélation » pour les nouvelles générations qui apprécieront la qualité étonnante de cet homme, sa présence dans tous les débats les plus importants, son rôle de conseiller spirituel des écrivains, des poètes, des artistes. Derrière le philosophe, ils découvriront l'être d'exception, le mystique hors du monde et dans le monde, le recours des paumés et des désespérés, le témoin de l'essentiel en contraste avec l'éphémère.

Mais disant cela, je trahis Jean-Luc Barré, qui n'a pas écrit la vie d'un homme, mais d'un homme et d'une femme pour toujours réunis, qu'il appelle « les mendiants du ciel ». Jacques ne se sépare pas de Raïssa Maritain, l'épouse tant aimée, la compagne indissociable de son œuvre et de plus que son œuvre dans un même sillage d'éternité. L'un et l'autre venaient de l'incroyance et même du désespoir. Dans leur cas il ne s'agissait pas de nihilisme, mais plutôt d'un voeu impossible à combler dans un monde trop médiocre. Il fallut la rencontre avec le « mendiant ingrat », Léon Bloy, dans sa petite maison de Montmartre pour que tout fut transfiguré. Leur itinéraire rejoindra celui d'amis très chers, Charles Péguy, Ernest Psichari, Henri Massis. La mutation est fulgurante. En quelques mois, le jeune philosophe, hier spinoziste, reconnaît dans la pensée de Thomas d'Aquin un prodigieux champ d'investigation toujours ouvert. Mais Raïssa l'a précédé dans cette découverte. Dans leur flamme de néophytes, ils brûlent ce qu'ils ont adoré hier, Bergson le premier qui pourtant les avait libérés. Péguy est furieux d'une telle ingratitude ! Maritain n'abandonnera plus la voie de l'Ange de l'École, même s'il rendra un peu justice à Péguy au sujet de leur ancien maître.

Pour l'histoire de l'époque, ces conversions sont renversantes ! Maritain est le petit-fils de Jules Favre, une des figures de la France laïque et sa mère est une anticatholique farouche, bouleversée par la « trahison » de son fils. Quant à Psichari, il a hérité du prénom de son grand père, Ernest Renan en personne ! Ce sont donc les petits-fils qui viennent démentir les prophéties des pères fondateurs de la religion de la science et du Progrès... Mais Péguy et Psichari ne survivront pas aux premières semaines de la première guerre mondiale. Maritain épargné, sera pour les générations suivantes le témoin de leur flamme commune.

Le pavillon de Jacques et Raïssa à Meudon sera le lieu

d'étonnantes rencontres car ils ont quelque chose qui attire, ces chrétiens rebelles aux séductions du siècle. Avec Vera, la soeur de Raïssa ils formeront plutôt une sorte de trio monastique. Et ce n'est sûrement pas la scolastique qui fait venir ces enfants terribles que sont Jean Cocteau et Maurice Sachs. Les Maritain sont poètes de l'existence et parlent aux poètes parce qu'ils vivent dans une transparence et à une altitude qui défient toute médiocrité. De plus, les enfants terribles qui se sont brûlés les ailes du désir sont ici accueillis, compris... pas forcément transformés. René Crevel qui se suicidera, est passé brièvement par Meudon, où il a trouvé une rare possibilité de communion. Même Antonin Artaud pourra écrire à Maritain : « Je vous demande de ne pas vous hâter de désespérer de moi ». Pour un Pierre Reverdy, qui abandonne tout, brûle ses manuscrits pour se retirer dans une maison jouxtant l'abbaye de Solesmes, pour un René Schwob, pour quelques autres il y aura des déconvenues cinglantes. Le cas de Maurice Sachs est le plus tragique. Celui de Cocteau, dont l'éphémère « conversion » fera beaucoup jaser, contraindra même Maritain à se demander s'il n'a pas fait fausse route, tant le sentiment

d'avoir été dupé s'affirme en lui. Mais, au total la rencontre Maritain-Cocteau n'a rien d'une duperie de la part du second. Le poète a établi avec le philosophe un dialogue inoubliable, qu'aucune autre rencontre n'égale. Cocteau viendra prier, en 1960, au chevet de Raïssa qui vient de mourir.

Mais Jacques Maritain est devenu, dès après sa conversion un personnage dans l'Église. Si libre soit-il, si capable d'évolutions ultérieures qui le sépareront de bien des amis, sa stature de penseur, son autorité morale seront telles qu'il est une des références obligées du catholicisme. Jusqu'à sa mort, après qu'il a pris l'habit des petits frères de Charles de Foucault. Cette autorité il l'exercera comme un véritable magistère, n'hésitant pas à censurer « *Sous le soleil de Satan* » de Bernanos, qu'il publie dans sa collection du *Roseau d'or*. Peut-être Jean-Luc Barré a-t-il moins insisté sur cet aspect

et qui est lié à l'importance de l'école thomiste dans la culture catholique de toute cette période. Mais la matière est si énorme qu'il faudrait un autre livre pour évoquer cet aspect de l'histoire des idées qui demanderait une étude détaillée de la pensée du philosophe et une mise en relation avec les autres courants catholiques avec lesquels il a marqué plus d'une fois son désaccord (notamment celui de Maurice Blondel).

En revanche, Jean-Luc Barré n'a pas manqué de mettre en lumière la façon dont le Maritain converti est mis en relation avec L'Action française par ses conseillers spirituels, le père Clérissac et Dom Delatte, père abbé de Solesmes. La séparation avec Maurras en 1926, au moment de la condamnation de l'A.F. est aussi relatée avec des détails intéressants (notamment sur l'ordre que Pie XI donna au philosophe de prendre la tête de la lutte contre le mouvement condamné). De même, les raisons d'un accord circonstancié comme celles qui devaient entraîner un dissentiment sont clairement dites. Mais il faudrait un troisième ouvrage pour mettre en perspective les différents moments de la pensée politique de l'auteur d'*Humanisme intégral*. Celui-ci, eu égard aux évolutions ultimes au catholicisme, comme à la pensée contemporaine s'affirmera toujours par sa superbe liberté.

(1) Pas pour les lecteurs de *Royaliste* qui se souviennent sans doute de l'article « *Grandeur de Jacques Maritain* » que nous publions ici même en février dernier (*Royaliste* n° 636).

(2) Jean-Luc Barré - « Jacques et Raïssa Maritain - Les Mendiants du ciel » - Stock - prix franco : 180 F. Les Éditions du Carmel publient également un superbe album de photos sur « Les grandes amitiés de Jacques et Raïssa Maritain » - prix franco : 210 F.

par Gérard Leclerc



Contre les apôtres de la soumission

Tous les jours, on nous le répète, insidieusement ou franchement : « *Allons, soyez réalistes, soumettez-vous à l'ordre des choses...* Vous ne voudriez pas que recommencent demain les horreurs du passé ? »

Notre monde devient une planète des singes où les hommes sont impitoyablement chassés. Oh, non pas par jeu sadique (ou si peu), mais dans l'intérêt de tous, pour l'accomplissement du bien commun. Car, voyez-vous, ces hommes sont vraiment des animaux dangereux : ils utilisent leur raison pour proposer une autre organisation de la société, une autre répartition des richesses, une autre hiérarchie des valeurs. Oui, vous avez bien lu, ils osent... Après le goulag stalinien et le génocide cambodgien, ils osent encore affirmer que le monde pourrait être autrement qu'il n'est. Vraiment des bêtes nuisibles, qui n'ont pas compris qu'il ne peut être d'autre changement que l'amélioration de ce qui est déjà...

C'est là le lieu commun du temps, et c'est contre ce lieu commun que s'insurge l'écrivain espagnol, résident catalan, Manuel Vazquez Montalban. « *Aperçus de la planète des singes* » pourrait être le titre d'une fable, il recouvre un réquisitoire, un réquisitoire d'une telle intensité que sa lecture à peine entreprise, il n'est plus possible de s'en détacher. Montalban est le créateur du très sympathique détective gastronome Pepe Carvalho, et c'est toute l'acuité de son personnage qui semble ici mobilisée pour dénoncer les impostures et les impasses du discours dominant. Je ne sais si l'image est adéquate (elle pourrait bien

être le fruit de mon humeur du moment), mais je ne peux m'empêcher d'évoquer ici une de ces scènes cinématographiques ou théâtrales où, soudain, un homme se lève, déchirant de sa stature la monotonie d'une foule avachie, et il parle, parle, parle, et à chacun de ses mots la trame du mensonge se délite et la justice s'avance.

Montalban est sans complaisance. Quelques exemples. Les politiciens libéraux ou socialistes ? Des professionnels du marketing sans autre but que de satisfaire « leurs clients ». Plus de finalité, de la gestion. « *Les hommes politiques sont les prêtres routiniers d'Eglises casanières.* » Les intellectuels ? « *Audacieuse lâcheté... Banalité profonde... Qualités évidentes aujourd'hui chez nombre d'intellectuels bien intégrés à la planète des singes, qui remplissent leur rôle en dénonçant l'horreur du passé et en parlant sur l'inutilité de repenser le présent, le futur restant pour sa part un temps à jamais imparfait.* »

Ne comptons ni sur les uns, ni sur les autres, pour nous révéler les impostures de la nouvelle théologie libérale. Mais ne succombons pas au désespoir ! Réveillons notre sens critique ! Car, Montalban nous le rappelle au fil des pages de son pamphlet, nous sommes des hommes, pas des singes !

Patrick PIERRAN

Manuel Vazquez Montalban - « *Aperçus de la planète des singes* » - Seuil - 160 p. - prix franco : 98 F.

Des « pros » de l'info ?

En période critique, la télévision informe encore moins que d'ordinaire : ceci en raison de deux lois fondamentales.

1^o) La loi de Bourdieu (1) : la télévision n'informe pas sur le monde, mais sur ce qui intéresse la télévision. Nous en avons eu un exemple tout à fait frappant le dimanche 26 novembre, lors des « journaux » de 20 heures diffusés sur les deux premières chaînes : toute la tranche réservée à l'information, soit une demi-heure, a été consacrée à l'évocation de la mémoire de Léon Zitron qui venait de mourir : Léon et les rois, Léon et les chevaux, Léon grande gueule mais coeur d'or, Léon roi de l'info... Nous aussi, nous aimions bien Léon, mais pas au point d'oublier que l'actualité, ce soir-là, c'était les accords sur la Bosnie et l'aggravation de la tension sociale en France - sujets apparemment futiles puisqu'ils furent évoqués en quelques minutes. L'auto-glorification de la télévision, à travers l'évocation de l'une de ses vedettes, effaçait tout. Démonstration est faite, une fois de plus, que la télévision n'est pas au service du public, tant elle aime contempler son propre nombril.

2^o) La loi de Daney (2) : la télévision ne nous fait pas accéder au village mondial, mais nous donne des nouvelles de notre propre village... et même de certains de ses habitants. En période de crise sociale, nous aimerions voir chaque soir les responsables syndicaux et politiques, bénéficier de reportages sur le vif, avoir des éléments d'analyse. Or les journaux télévisés consacrent cinq ou dix minutes à nous donner des nouvelles de Paul, qui n'a pu prendre le RER, du temps de parcours de Madame Lemerrier, de la réaction anti-grèves d'Albert et de la compréhension de Ginette qui pourtant marche depuis deux heures. Et c'est la France entière, en quête d'informations générales, qui est priée de participer aux difficultés d'habitants de la région parisienne. La mise en image prime l'information, une rapide distribution de rôles sociaux tient lieu d'enquête sociologique et, dans ce spectacle ritualisé, la voix des protagonistes du conflit se perd dans le gentil gazouillis des historiettes de la vie quotidienne.

Conclusion : la télévision prétend nous informer mais, à tous les sens de l'expression, elle se moque du monde. Pour elle aussi, le moment est venu de changer.

Annette DELRANCK

(1) Eminent sociologue.
(2) Excellent critique de cinéma et de télévision, trop tôt disparu.

Le feu à l'abbaye ?

Les grèves postales sont brutalement venues interrompre le bel élan de nos lecteurs pour alimenter notre souscription et, du coup, notre situation qui était mauvaise est en passe de devenir catastrophique. Nous nous étions fixé l'objectif de 60 000 F d'ici la fin de l'année et nous en sommes à un peu moins de 30 000 F. *Quid* des 30 000 manquants ? Pour assurer nos échéances de décembre et janvier, il nous les faut absolument. Il serait vraiment triste que, dans la période troublée que nous traversons, *Royaliste* soit obligé de se taire et ne puisse plus faire entendre notre petite musique différente qui détonne (et détonne aussi...) dans le concert des idées toutes faites. Si vous en êtes aussi convaincu que moi, vous savez ce qu'il vous reste à faire et je vous en remercie.

Yvan AUMONT

AUTOCOLLANTS

Si *Royaliste* veut développer son audience, il faut encore que son existence soit connue des futurs lecteurs. C'est le but des petits autocollants publicitaires que nous avons édités. Très visibles (imprimés en noir sur fond jaune), faciles à coller, peu coûteux, efficaces, ils indiquent notre adresse et notre téléphone en proposant l'envoi d'un spécimen gratuit.

Ils sont vendus par planche de 24 exemplaires. La planche de 24 ex. : 7 F franco, les quatre planches (96 ex.) : 16 F franco, les dix planches (240 ex.) : 30 F franco.

MERCREDIS N.A.R.

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons sympathisants ou curieux dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 h très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre et gratuite), elle s'achève à 22 heures. Un dîner est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner : 25 F).

● Mercredi 13 décembre : Chef du service étranger, rédacteur en chef puis directeur du *Monde* jusqu'en 1991, André PONTAINE est, depuis un quart de siècle, le commentateur avisé et l'historien des relations internationales. Son tout récent livre « *Après eux le déluge* », nous fait revivre les événements qui, depuis l'invasion de l'Afghanistan, ont conduit

RELIURES

Nous mettons à la disposition de nos lecteurs qui désirent conserver leur collection du journal, une reliure pleine toile bleue frappée d'une fleur de lys et avec inscription « *Royaliste* » dorée.

Cette reliure permet de contenir 52 numéros du journal. Elle est vendue au prix de 97 F franco.

Nous disposons aussi d'anciens numéros du journal pour compléter les collections (prix franco : 17 F pièce).

Vendus aussi par année complète (300 F franco) de 1977 à 1994 (sauf 1979).

à la chute du Mur puis à la guerre civile en Yougoslavie. Avec lui, nous examinerons les perspectives qui se présentent, en cette fin de siècle inattendue et inquiétante.

● Mercredi 20 et 27 décembre et mercredi 3 janvier - Pas de conférence en raison des vacances de Noël. Les conférences reprendront le mercredi 10 janvier avec Jean-Paul Roux qui viendra présenter son livre « *Le roi, mythes et symboles* ».

Pour recevoir régulièrement le programme des « *mercredis* » de la N.A.R. il suffit de nous en faire la demande

Un tract à diffuser largement :

UNE AUTRE POLITIQUE ? ELLE EXISTE !

● La classe dirigeante parle de courage, mais ce n'est pas elle qui supporte les sacrifices.
● La classe dirigeante parle d'austérité, mais sa corruption est désormais taillée au grand jour.
● La classe dirigeante parle de rigueur, mais elle montre surtout son incompetence et sa légèreté : plus de 200 milliards perdus par les banques ! Échec calamiteux du premier gouvernement Juppé !
● La classe dirigeante parle d'audace, mais elle voudrait que la France se soumette toujours plus à la loi des « marchés », aux ordres de Maastricht, à la Banque Mondiale. Cela signifie que le gouvernement et les milieux financiers se résignent au chômage, à la régression économique, à la baisse de la protection sociale.

Nous en avons assez de l'hypocrisie, de la corruption, de l'incompétence. Et nous en avons assez du mensonge.

... Il n'y a plus d'argent pour la Sécurité sociale, pour les services publics, pour les retraites ?! Mensonge. La France est un des pays les plus riches du monde : les ressources existent, il suffit de les répartir autrement.
... Il n'est pas possible d'échapper à la loi du marché ?! Mensonge. C'est toujours l'État qui permet le bon fonctionnement de l'économie de marché. Et les services publics, comme les entreprises nationales, sont en France des pôles majeurs d'innovation technologique, des facteurs de dynamisme économique et de progrès social.
... Il n'y a pas d'alternative ?! Mensonge. C'est au contraire la politique « libérale » qui échoue, et ce sont les salariés, retraités, chômeurs, jeunes, exclus, qui supportent les conséquences des erreurs et des fautes de la classe dirigeante.

Une autre politique est possible :

● Par la suppression des subventions au patronat, qui absorberaient le budget de l'État sans que soient créés de nouveaux emplois. Par l'augmentation massive des points et moyens salariaux, afin de relancer la consommation et par conséquent la croissance créatrice d'emplois. Par la distribution significative du temps de travail sans réduction de salaire.
● Par le contrôle du crédit et par le retour de la Banque de France sous l'autorité de l'État, afin que la France ait les moyens de sa politique monétaire. Par le contrôle des mouvements de capitaux, afin que nous ne vivions plus sous la dictature des spéculateurs en tous genres.
● Par la modernisation et le développement des services publics, à commencer par leur réajustement dans les quartiers défavorisés et par le lancement d'un nouveau plan de développement scolaire et universitaire, afin que les efforts des lycéens et des étudiants ne soient pas entravés par le manque de professeurs et par de mauvaises conditions matérielles.
● Par le contrôle de l'État sur l'industrie pharmaceutique et la surveillance stricte des actes médicaux, qui permettront de préserver la protection sociale des Français sans accabler une nouvelle fois les salariés.

Pour la justice, pour la liberté, une autre politique économique est nécessaire et possible.

IL FAUT L'EXIGER !

DEMANDE D'INFORMATION sur la NOUVELLE ACTION ROYALISTE

LA NOUVELLE ACTION ROYALISTE
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Tél. (1) 42.97.42.57

NOM/Prénoms :
Adresse :
Code postal/Ville :
S'il vous plaît, cocher la case correspondant à votre situation :
☐ recevoir une documentation sur la Nouvelle Action royaliste
☐ quelques exemplaires du journal *ROYALISTE*

■ Tarif des tracts (franco) : 100 ex. : 45 F - 200 ex. : 75 F - 400 ex. : 130 F - 600 ex. : 185 F.

■ Nous disposons aussi de deux modèles d'affiches

(format 29,7x42 cm impression noire sur fond jaune). L'une reprend le texte du tract ci-dessus, l'autre est au modèle ci-contre.

■ Tarif des affiches : 45 ex. : 45 F - 95 ex. : 80 F - 195 ex. : 140 F.

La politique ? autrement !

nouvelle action royaliste

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris Téléphone : (1) 42.97.42.57

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :
Prénom :
Date de naissance : Profession :
Adresse :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :
« *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

La révolution nécessaire

Nous ne sommes pas seulement pour le mouvement social en cours, ni avec lui : nous sommes dans ce mouvement de contestation et de revendication qui fait naître une immense espérance.

Nous ne sommes pas seulement dans le mouvement social comme salariés, comme syndiqués, comme chômeurs, comme assurés sociaux. Notre adhésion, immédiate, vient du plus profond de notre mémoire historique, et des raisons qui fondent notre engagement civique.

Nous sommes les héritiers de ceux qui, en 1789, voulurent faire la Révolution avec le roi, qui rédigèrent la Déclaration des droits de l'homme, notamment son Préambule et ses premiers articles, et qui furent les artisans de la Nuit du 4 Août. Nous avons toujours voulu que le mouvement de 1789 soit repris et prolongé, tout en étant préservé des dérives et des échecs qui menacent toute action politique. Nous voulons aujourd'hui, avec des millions de citoyens en lutte pour la justice et la dignité, saisir la chance qui est offerte à notre pays.

Nous sommes des citoyens, engagés avec d'autres citoyens qui ne partagent pas nos convictions royalistes, dans le combat pour la justice et la liberté - pour la démocratie. Notre participation au mouvement social en cours s'inscrit dans cette dynamique, et ne doit rien aux crispations corporatives, ni aux règlements de comptes et aux calculs politiques. Il ne s'agit pas, pour nous, d'affronter la droite - et ceci d'autant moins que nous avons été tentés de soutenir Jacques Chirac, avant d'y renoncer parce que ce candidat ne voulait pas répudier la

législation xénophobe. Il ne s'agit pas seulement, pour nous, d'obtenir le retrait du plan Juppé sur la Sécurité sociale, des moyens supplémentaires pour l'enseignement et des promesses quant à l'avenir des services publics.

Face à la violence de l'économie libérale, face à l'égoïsme de la classe dirigeante, face au danger national-populiste, une révolution est nécessaire qu'il nous faut tous ensemble accomplir. Le mot ne doit pas nous faire peur, ni nous griser : la révolution à faire doit être paci-



fique, méthodique, constructive : elle doit ouvrir le chemin de la justice sociale sans perdre de vue la liberté. Cela signifie :

- que les principes qui fondent et qui garantissent l'État de droit doivent être rigoureusement respectés : la Déclaration des droits de l'homme et les préambules constitutionnels sont et demeurent notre commune référence.

- que la Constitution de la Ve République soit scrupuleusement respectée, surtout en ce qui concerne la fonction arbitrale du chef de l'État et les règles de la démocratie parlementaire. Ceci afin d'éviter les dérives autoritaires.

- que les conquêtes de la Libération soient défendues et confortées, qu'il s'agisse de la Sécurité sociale, des règles qui président à la conception et à l'organisation des services publics, des exigences nationales qui avaient abouti à la création de la planification indicative et du secteur nationalisé dans le cadre général de l'économie mixte.

Selon ces principes de droit, avec notre Constitution, sur ce socle économique et social, nous pouvons envisager et réussir la révolution nécessaire. Sans prétendre fixer son programme, sans pouvoir indiquer toutes ses perspectives (1) il est clair que le mouvement en cours implique à très court terme des bouleversements radicaux selon cinq exigences manifestes :

- Une nouvelle distribution du revenu national, une nouvelle répartition des dépenses et des charges, afin de rompre avec la logique des spéculateurs et des rentiers.

- Une nouvelle politique économique fondée sur la relance de la demande par augmentation des salaires, afin de favoriser une croissance créatrice d'emplois. Cette politique devra être accompagnée par la renationalisation de la Banque de France, par le contrôle strict du crédit et des mouvements de capitaux, et par une claire définition des enjeux monétaires européens.

- Une nouvelle politique industrielle inscrite dans le long terme, et une politique agricole délivrée des pesanteurs corporatistes.

- Un immense effort en faveur de l'enseignement public, scolaire et universitaire.

- Le respect de la dignité de chaque personne humaine, par la lutte contre la misère et par l'abolition des lois xénophobes.

Et ce n'est qu'un début !

Bertrand RENOUVIN

(1) cf. « Derniers jours avant la révolution » - Lattès, 1994 - prix franco : 135 F.